

Unité Interdépartementale 25-70-90  
5 Voie Gisèle Halimi  
BP 31269  
25000 BESANÇON

BESANÇON, le 31/08/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 21/06/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **INTERVAL Coopérative Agricole**

BP 45  
70100 Gray

Références : UID257090/SPR/GV/BM 2022 - 0831D  
Code AIOT : 0005901172

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/06/2022 dans l'établissement INTERVAL Coopérative Agricole implanté Rue de la Gare 70100 GRAY. L'inspection a été annoncée le 16/06/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- INTERVAL Coopérative Agricole
- Rue de la Gare 70100 GRAY
- Code AIOT : 0005901172
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

INTERVAL exerce dans cet établissement une activité de stockage de céréales (principalement maïs, colza, tournesol et blé) et dispose également d'un séchoir pour le grain. Deux silos métalliques d'une capacité cumulée de 53 800 m<sup>3</sup> sont exploités sur le site :

- le silo "Maryson" modifié suite à la tempête de 2019 et qui dispose depuis d'une capacité légèrement plus réduite,
- le silo "ACMB" non modifié comportant 12 cellules cubiques d'un volume cumulé de stockage de 40 000 m<sup>3</sup>.

A la date de l'inspection la collecte liée aux moissons d'été n'a pas débuté.

L'inspection n'a porté que sur les silos (pas sur le séchoir).

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- situation administrative
- risques accidentels : prévention du risque incendie et moyens de lutte

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Contrôle de l'empoussièrem ent	AP Complémentaire du 20/11/2009, article 7 alinéa 6	/	Sans objet
7	Events et surfaces soufflables - efficacité et pérennité	AP Complémentaire du 20/11/2009, article 6.1 alinéa 2	/	Sans objet
9	Découplage - efficacité et pérennité	AP Complémentaire du 20/11/2009, article 6.2 alinéa 3	/	Sans objet
12	Moyens de lutte contre l'incendie - Vérification périodique	AP Complémentaire du 20/11/2009, article 8 alinéa 2	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Situation administrative des installations	AP Complémentaire du 20/11/2009, article 2 alinéa 2	/	Sans objet
2	Matériel de nettoyage – dépoussiérage	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article Art.13 - Alinéas 1 et 2	/	Sans objet
3	Propreté des locaux – consignes	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article Art.13	/	Sans objet
4	Evaluation niveau d'empoussièrem ent	AP Complémentaire du 20/11/2009, article 7 alinéa 4	/	Sans objet
6	Mesures de protection adaptées aux silos et aux produits	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article Art. 10	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
8	Events et surfaces soufflables - Modification	AP Complémentaire du 20/11/2009, article 6.1 alinéa 3	/	Sans objet
10	Manutention - asservissement système de dépoussiérage	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article Art. 15 alinéa 3	/	Sans objet
11	Moyens de lutte incendie	Arrêté Préfectoral du 27/08/1998, article 7.5.11	/	Sans objet
13	Vieillessement des structures	AP Complémentaire du 20/11/2009, article 12	/	Sans objet
14	Procédures d'intervention	AP Complémentaire du 20/11/2009, article 8 alinéa 3	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a mis en évidence que l'exploitant doit modifier la rédaction de sa procédure relative au contrôle de l'empoussièrément pour qu'elle reflète précisément la pratique mise en place sur le site et qu'elle définisse, pour les périodes de collecte, la nature des résultats des contrôles d'empoussièrément qui engendrent une modification de la fréquence de ces contrôles.

Les moyens extérieurs de défense contre l'incendie ne correspondent pas précisément à ceux prescrits. En effet, le site ne dispose pas des deux poteaux incendie prescrits. En remplacement d'un poteau, il dispose d'une zone de pompage dans le bassin des services de la navigation proche du site. Un avis favorable avait été donné par le SDIS 70 en 2002, mais il apparaît nécessaire que l'exploitant s'assure auprès de ce service que les moyens existants sont bien adaptés tant en termes d'équipements qu'en termes de volume et débit disponibles et conformes aux regards du RDDECI de Haute-Saône acté en 2017.

L'exploitant doit s'assurer des caractéristiques de débit et de pression du poteau incendie présent à proximité du site. Pour cela, il devra prendre l'attache du gestionnaire du réseau public.

Quelques remarques ont également été émises lors de l'inspection concernant, en particulier, les plans d'interventions et certaines procédures qui ont fait l'objet d'actions immédiates de l'exploitant pour les modifier en conséquence. Concernant les modifications de la "fiche de suivi de votre silo" établies par l'exploitant suite à l'inspection, il lui est demandé de préciser à quelle date sera utilisée pour la première fois la nouvelle version sur ce site et de tenir à la disposition de l'inspection des installations classées les fiches renseignées.

### 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : Situation administrative des installations

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 20/11/2009, article 2 alinéa 2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Evolution installations
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le tableau mentionné à l'article 1.2 de l'arrêté préfectoral n° 2015 du 27 août 1998 est modifié de la façon suivante:  Le tableau n'est pas reproduit dans le présent rapport.
<b>Constats :</b> Les capacités des silos de ce site n'ont pas été modifiées depuis l'arrêté préfectoral complémentaire du 20 novembre 2009.  La rubrique 2160 a été modifiée depuis par les décrets n° 2012-1304 du 26 novembre 2012 et n°2020-1169 du 24 septembre 2020.  Compte tenu en particulier du fait que les silos du site ne répondent pas à la définition de silo plat indiquée dans l'arrêté ministériel du 26/11/2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2160 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, les silos de ce site peuvent être repositionnés sous la sous rubrique 2160-2-a et fonctionnent en application de l'article L. 513-1 du code de l'environnement au bénéfice des droits acquis.  Le séchoir de céréales fonctionnant au gaz naturel d'une puissance de 15,441 MW pourrait potentiellement être prochainement à repositionner sous une autre rubrique : une doctrine ministérielle sur le sujet est attendue.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Matériel de nettoyage – dépoussiérage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article Art.13 - Alinéas 1 et 2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Empoussièrement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le nettoyage est réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration. Ces appareils doivent présenter les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie ou l'explosion.
<b>Constats :</b> Le nettoyage des silos est réalisé sur ce site à partir d'un aspirateur dédié utilisé depuis l'extérieur des silos. Cet aspirateur est en effet, lors des opérations de nettoyage, relié à une des colonnes d'aspiration (deux points de rattachement possible au sein des silos). Cet aspirateur est toujours celui qui était présent lors de la réalisation par IRH du complément à l'étude de dangers et qui avait alors été considéré comme adapté à cette utilisation sur ce site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Propreté des locaux – consignes

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article Art.13
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Empoussièrement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler. La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation. Les dates de nettoyage doivent être indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> L'exploitant utilise un logiciel de maintenance préventive développé par la société "La prédictive JMC".  Dans ce logiciel sont notamment fixés, pour chaque zone de l'installation : une fréquence minimale de nettoyage et un code couleur permet un affichage en rouge des délais dépassés. L'ensemble des activités de maintenance réalisées est enregistré dans ce logiciel, qui fait notamment office de registre des dates de nettoyage.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 4 : Evaluation niveau d'empoussièrement

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 20/11/2009, article 7 alinéa 4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Nettoyage des locaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Des repères peints sur le sol et judicieusement placés servent à évaluer le niveau d'empoussièrement des installations.
<b>Constats :</b> Lors de la visite de terrain, il a été constaté la présence de croix de Saint André peintes en blanc au niveau de zones que l'exploitant a ciblées au niveau des silos.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 5 : Contrôle de l'empoussièrement

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 20/11/2009, article 7 alinéa 6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Nettoyage des locaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> En période de collecte, l'exploitant doit journalièrement réaliser un contrôle de l'empoussièrement des installations, et, si cela s'avère nécessaire, redéfinir éventuellement la fréquence de nettoyage.</p> <p><b>Constats :</b> Lors de l'inspection, la période de collecte d'été n'avait pas encore débuté.</p> <p>Interrogé sur le sujet, l'exploitant indique qu'une tournée générale hebdomadaire est réalisée avec traçage de sa réalisation sur le logiciel de maintenance susmentionné.</p> <p>Il précise que si, lors des passages quotidiens dans diverses parties des silos prévus par les consignes de fonctionnement, le personnel constate la nécessité de réaliser un nettoyage, il le réalise et mentionne cette réalisation dans ce même logiciel.</p> <p>Les consignes de fonctionnement mentionnent bien dans la partie contrôle que des tournées d'inspection sur le site sont prévues quotidiennement. Cette consigne prévoit en effet de :</p> <p>"- chaque jour ;</p> <p>* effectuer une tournée d'inspection visuelle et auditive visuel des matériels (élévateur, redlers, etc...) et un contrôle olfactif. Déceler les éventuels points pouvant présenter des échauffements (moteurs, arbres, ...) olfactif) de l'ensemble des silos, telle que cela est prévu dans la procédure "consigne de fonctionnement".</p> <p>*S'attarder sur les matériels nouvellement mis en service ou récemment réparés.</p> <p>*contrôler les températures de grains selon procédure établie.</p> <p>- chaque semaine,</p> <p>[...]</p> <p>- chaque mois</p> <p>[...]"</p> <p>Par ailleurs, les consignes sécurité du site prévoient de nettoyer aussi souvent que nécessaire les galeries, tours de travail autres espaces clos pour éviter tout dépôt de poussière et évoque le principe des croix de propreté ("disposées dans les points les plus empoussiérés et indiquant suivant leur empoussièrement si un nettoyage s'avère nécessaire") et la nécessité de réaliser un nettoyage s'il s'avère nécessaire et de mentionner sa réalisation dans le logiciel de maintenance.</p> <p>Ces consignes de sécurité et de fonctionnement ne reflètent pas précisément la méthodologie de contrôle d'empoussièrement mise en place sur le site et ne permettent pas de répondre intégralement à la prescription de l'alinéa 6 de l'article 7 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 20/11/2009.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant d'indiquer, sous 1 mois, plus clairement dans le document "consignes de fonctionnement" que la tournée d'inspection porte aussi sur la vérification de l'état des croix de propreté et les cas où, en période de collecte, les résultats des contrôles réguliers effectués doivent conduire à une augmentation de la fréquence des contrôles, comme cela est prescrit à l'alinéa 6 de l'article 7 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 20/11/2009.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 6 : Mesures de protection adaptées aux silos et aux produits**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article Art. 10
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Découplage et événements
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant met en place les mesures de protection adaptées aux silos et aux produits permettant de limiter les effets d'une explosion et d'en empêcher sa propagation, sans préjudice des dispositions du Code du Travail. Il assure le maintien dans le temps de leurs performances.</p> <p>Dans le cas de présence de tiers tels que définis dans le premier alinéa de l'article 6 du présent arrêté, soit dans les distances d'éloignement forfaitairement définies à l'article 6 précité, soit dans les zones des effets létaux et irréversibles mises en évidence par l'étude de dangers, et dans le cas des silos portuaires, ces mesures de protection consistent :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- en des dispositifs de découplage qui doivent concerner la tour de manutention et les communications avec les espaces sur-cellules ou sous-cellules, ainsi que les communications entre ces espaces et les cellules de stockage ;</li> <li>- et des moyens techniques permettant de limiter la pression liée à l'explosion dans les volumes découplés (dans la tour de manutention, les espaces sur-cellules et sous-cellules si la galerie est non enterrée) tels que des événements de décharge ou des parois soufflables, dimensionnés selon les normes en vigueur.</li> </ul> <p>Si la configuration du site ne permet pas de mettre en oeuvre ce découplage, un dispositif technique de protection d'efficacité équivalente permettant d'éviter la propagation des explosions, doit être mis en place.</p> <p>Dans les silos existants, en cas d'impossibilité technique de mise en place des surfaces soufflables ou des événements dans des espaces sous-cellules et des tours de manutention en béton, les équipements présents dans les volumes non éventés (élévateurs, transporteurs, dépoussiéreurs, nettoyeurs, émotteurs, séparateurs, broyeurs, filtres, etc.) doivent au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- être rendus aussi étanches que possible et être équipés d'une aspiration (excepté pour les filtres), afin de limiter les émissions de poussières inflammables,</li> <li>- et (excepté pour les transporteurs) : posséder des surfaces éventables ou être dimensionnés de façon à résister à l'explosion ou être équipés d'un dispositif de suppression de l'explosion; et/ou disposer d'un découplage permettant d'éviter que l'explosion ne se propage dans une canalisation ou par une alimentation ou disposer d'un dispositif d'isolation de l'explosion.</li> </ul> <p>Pour les silos dont le dossier de demande d'autorisation est déposé après le 1er juillet 2007, ces mesures de protection consistent également en des dispositifs de découplage entre cellules.</p> <p>Dans le cas de l'absence de tiers ou présence de voies de communication moins fréquentées (moins de 2 000 véhicules par jour ou 30 trains de voyageurs par jour), dans les zones définies ci-dessus, l'exploitant doit avoir fait la démonstration d'une maîtrise suffisante des risques d'explosion, et doit mettre en place les mesures appropriées à ces risques.</p> <p><b>Constats :</b> IRH a effectué en 2006 un complément à l'étude de dangers de ce site. L'exploitant a, à la suite de cette étude mis en place sur le site les moyens contre les explosions (événements et surfaces soufflables + dispositifs de découplage) prévus par cette étude IRH et qui sont ceux prescrits depuis dans les deux tableaux de l'article 6 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 20 novembre 2009.</p> <p>Ces dispositifs n'ont pas fait l'objet de contrôle lors de cette inspection.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**N° 7 : Events et surfaces soufflables - efficacité et pérennité**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 20/11/2009, article 6.1 alinéa 2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Events et surfaces soufflables
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Ces dispositifs sont conformes aux préconisations de l'étude de dangers complétée du site et dimensionnés conformément aux normes en vigueur. L'exploitant s'assure de leur efficacité et de leur pérennité.
<b>Constats :</b> Par rapport à cette prescription, l'exploitant indique qu'il ne dispose pas de procédure et d'actions spécifiques, ce qui constitue une non-conformité vis-à-vis de la prescription de l'alinéa 2 de l'article 6.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 20 novembre 2009.  Il précise qu'en revanche il a mis en place dans le cadre de la problématique du vieillissement des installations, une "fiche de suivi état de votre silo" sur la base de laquelle des audits internes par du personnel formé à cette thématique sont réalisés.  L'exploitant indique qu'il va rapidement faire le nécessaire pour intégrer à cette fiche un item concernant les zones éventables (surfaces soufflables et découplage) et former le personnel à qui sera confiée la mission sur ce sujet.  L'exploitant a transmis la version modifiée de sa "fiche de suivi état de votre silo" par courriel du 24 juin 2022. Les prochains audits seront réalisés sur la base de cette nouvelle fiche et permettront de faire un point visuel de l'état des dispositifs de découplage.  Il est demandé à l'exploitant de tenir à la disposition de l'inspection les fiches "état de suivi de votre silo" renseignées. De plus, il lui est demandé de préciser, sous 1 mois, la date à laquelle aura lieu la première utilisation de la nouvelle version de la fiche sur ce site.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 8 : Events et surfaces soufflables - Modification

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 20/11/2009, article 6.1 alinéa 3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Events et surfaces soufflables
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Si des modifications interviennent sur l'une des structures ou équipements, l'exploitant devra démontrer l'efficacité des nouveaux dispositifs de protection, notamment pour garantir une surface éventable ainsi qu'une pression d'ouverture équivalente</p> <p><b>Constats :</b> Parmi les dispositifs "événements et surfaces soufflables" mentionnés dans le tableau de l'article 6.1 figure la toiture des cellules en bacs acier des cellules de stockage du silo "Maryson" (silo n°2).</p> <p>Suite à une mini-tempête le 19 juin 2019, les 5 cellules cylindriques "Maryson" qui étaient vides ou quasiment vides ont été endommagées et désolidarisées de leur base en béton.</p> <p>A la suite de cet incident l'exploitant a effectué des modifications de ce silo "Maryson". Il indique qu'il a alors fait appel au bureau d'études "Privé" basé à Chalons-en-Champagne pour démontrer que les caractéristiques à l'explosion du toit ATEX de cellule type OS diam 11.55 m mis en place est adapté. Ce bureau d'étude a transmis à l'exploitant la note de calcul SM12-011 qui conclut "en cas d'explosion, le toit s'ouvre localement au niveau des nervures ATEX en faisant office d'évent de décharge sans provoquer l'ouverture du cylindre plus résistant".</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 9 : Découplage - efficacité et pérennité

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 20/11/2009, article 6.2 alinéa 3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Découplage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant s'assure de l'efficacité et de la pérennité des découplages mis en place.</p> <p><b>Constats :</b> Pour ce qui est de la vérification de la pérennité et de l'efficacité des dispositifs "découplage", l'exploitant indique qu'il ne dispose pas de procédure et d'actions spécifiques, ce qui constitue une non-conformité vis-à-vis de la prescription de l'alinéa 3 de l'article 6.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 20 novembre 2009.</p> <p>Il précise qu'en revanche il a mis en place dans le cadre de la problématique du vieillissement des installations, une "fiche de suivi état de votre silo" sur la base de laquelle des audits internes par du personnel formé à cette thématique sont réalisés. Elle indique qu'elle va rapidement faire le nécessaire pour intégrer à cette fiche un item concernant les zones éventables (surfaces soufflables et découplage).</p> <p>L'exploitant a transmis la version modifiée de sa "fiche de suivi état de votre silo" par courriel du 24 juin 2022. Les audits à venir permettront de faire un point visuel de l'état des dispositifs.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de préciser, sous 1 mois, la date à laquelle aura lieu la première utilisation de la nouvelle version de la fiche sur ce site.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 10 : Manutention - asservissement système de dépoussiérage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article Art. 15 alinéa 3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Empoussièrement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations de manutention sont asservies au système d'aspiration avec un double asservissement : elles ne démarrent que si le système d'aspiration est en fonctionnement, et, en cas d'arrêt du système d'aspiration, le circuit doit immédiatement passer en phase de vidange et s'arrêter une fois la vidange terminée, ou s'arrêter en cas d'arrêt du système d'aspiration, après une éventuelle temporisation adaptée à l'exploitation.
<b>Constats :</b> Par sondage, un test a été réalisé sur le transporteur TRS1bis de la partie M7 du silo "Maryson". Sur ce site le fonctionnement de l'asservissement est visible d'une part sur le synoptique manuel mécanique et aussi au niveau de sa redondance sur écran informatique.  Ce test n'a pas montré de dysfonctionnement du double asservissement prescrit.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/08/1998, article 7.5.11
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'établissement doit être pourvu du matériel nécessaire à la lutte contre l'incendie.  Les équipements de première intervention comprennent un ensemble d'extincteurs judicieusement réparti et adapté au risques.  Le site devra disposer d'au moins deux poteaux incendie normalisés, débitant simultanément au moins 17 l/s sous 1 bar dynamique dans un périmètre de 200 mètres maximum.  En outre le séchoir associé au silo n° 2, ainsi que la tour de manutention associée au silo n° 3, devront être dotés d'une colonne sèche munie de robinet d'incendie.</p> <p><b>Constats :</b> Tous les extincteurs présents sur le site sont mentionnés sur les plans d'interventions (un par étage) dont la dernière mise à jour finalisée date du 19/09/2019 et qui fait l'objet d'une nouvelle mise à jour.</p> <p>La version nouvelle du plan du RDC a été transmise à l'inspection par courriel du 17 juin 2022. Cette nouvelle version précise également l'emplacement des trois colonnes sèches (les deux prescrites plus une troisième), qui font également l'objet d'un affichage sur le site.</p> <p>Cette nouvelle version ne matérialise qu'un seul poteau incendie, alors que deux sont prescrits par l'arrêté préfectoral.</p> <p>Toutefois, il est à noter que par courrier daté du 18 juillet 2002, le SDIS 70 avait informé l'inspection des installations classées que suite aux aménagements réalisés, et après vérification par ses services, il émet un avis favorable à la substitution du deuxième poteau d'incendie par la création de la plate forme d'aspiration.</p> <p>Le bassin est présent sur le site et sur le volet "RDC" du plan d'intervention du site l'emplacement la "zone pompage pompiers" est indiqué.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de vérifier auprès du SDIS 70 que les moyens de lutte extérieure contre l'incendie existant sur ce site conviennent au regard du règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie de la Haute-Saône pris par arrêté préfectoral n° 70-2017-02-24-001 du 24 février 2017.</p> <p>La prescription sera mise à jour pour tenir compte de ces éléments.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 12 : Moyens de lutte contre l'incendie - Vérification périodique**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 20/11/2009, article 8 alinéa 2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Ils doivent faire l'objet de vérifications périodiques au moins une fois par an . L'exploitant doit pouvoir justifier auprès de l'inspection des installations classées de l'exécution de cette vérification.</p> <p><b>Constats :</b> Les extincteurs présents sur le site font l'objet d'une vérification annuelle par la société DESAUTEL. Les deux dernières vérifications datent du 27/05/2021 et du 23/03/2022.</p> <p>L'exploitant ne dispose pas d'information concernant les caractéristiques du poteau incendie du réseau public proche du site.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de prendre l'attache, sous un mois, du gestionnaire du réseau public pour disposer des caractéristiques (débit et pression) actuelles de ce poteau et de les transmettre à l'inspection des installations classées.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 13 : Vieillessement des structures**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 20/11/2009, article 12
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vieillessement structure
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit s'assurer de la tenue dans le temps des parois des silos. il met en place a minima une procédure de contrôle visuel des parois de cellules, pour détecter tout début de corrosion ou d'amorce de fissuration. ce contrôle est réalisé périodiquement, à une fréquence à déterminer par l'exploitant (a minima annuelle). En cas de constat de l'évolution des structures, un contrôle approfondi es mené (analyse du béton,résistance, ferrailage,...) et, le cas échéant, l'exploitant prend les mesures de mise en sécurité des installations qui s'imposent.</p> <p><b>Constats :</b> L'exploitant indique que pour vérifier la tenue dans le temps des parois des silos, il réalise audits techniques basés sur des contrôles visuels réalisés conformément à la fiche de suivi "État de votre silo". Il précise que cette fiche de suivi est utilisée pour tous les silos du groupe et que les audits sont réalisés par du personnel formé de la société. Cette fiche d'audit comporte une partie spécifique aux "Cellules de stockage/magasin/Silo Béton"</p> <p>Pour le site de GRAY, le dernier audit a été réalisé par le Responsable du site le 14/02/2022.</p> <p>L'exploitant précise qu'en plus de cet audit annuel, il contrôle l'aspect extérieur des silos par l'intermédiaire de vols d'un drone équipé d'une caméra.</p> <p>Interrogé sur les actions menées en cas de défaut, l'exploitant précise qu'il fait alors appel à une société spécialisée pour définir les moyens de surveillance et/ou travaux à réaliser.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 20/11/2009, article 8 alinéa 3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Des procédures d'intervention sont rédigées et communiquées aux services de secours, devant notamment comporter :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le plan des installations avec indication : <ul style="list-style-type: none"> <li>+ des phénomènes dangereux (incendie, explosions, etc...) susceptibles d'apparaître,</li> <li>+ les mesures de protections définies à l'article 10 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié,</li> <li>+ les moyens de lutte contre l'incendie,</li> <li>+ les dispositifs destinés à faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours;</li> </ul> </li> <li>- les stratégies d'intervention en cas de sinistre,</li> <li>- la procédure d'inertage,</li> <li>- la procédure d'intervention en cas d'auto-échauffement.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant présente les plans des installations établis par étage.</p> <p>Suite à une remarque lors de l'inspection concernant le plan du RDC, l'exploitant a immédiatement généré une nouvelle version du plan pour intégrer l'emplacement des poteaux incendie.</p> <p>L'exploitant précise que sur ce site il n'y a pas d'inertage à l'azote mis en place, car le site ne comporte pas de silo béton.</p> <p>La procédure d'intervention en cas d'auto-échauffement est présentée. Elle est affichée sur le site avec un ensemble de consignes de sécurité (consignes de fonctionnement, consignes de séchages, consignes de sécurité) en lien avec d'autres procédures telles que "gestion des situation d'urgence Incendie-explosion pour les silos sous autorisation" et "gestion de crise pour les autres silos".</p> <p>Suite à l'inspection, l'exploitant a ajouté à la procédure "conduite à suivre en cas d'échauffement dans une cellule" un paragraphe relatif au cas d'auto-échauffement non maîtrisé et départ de feu qui fait le lien avec les procédures " gestion des situation d'urgence Incendie-explosion pour les silos sous autorisation" et "gestion de crise pour les autres silos"</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet